

Le « poutinisme » : un système prétorien ?



Jean-Robert RAVIOT

Mars 2018

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 978-2-36567-807-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2018

Comment citer cette publication :

Jean-Robert Raviot, « Le “poutinisme” : un système prétorien ? »,
Russie.Nei.Visions, n° 106, Ifri, mars 2018.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Jean-Robert Raviot, docteur (HDR) en science politique, est professeur de civilisation russe contemporaine à l'université Paris Nanterre. Il dirige le master d'études russes et post-soviétiques et co-dirige la filière bilingue franco-russe de droit. Spécialiste de la politique intérieure russe, il a publié de nombreux articles et les ouvrages suivants : *Qui dirige la Russie ?* (Lignes de Repères, 2007) ; *Démocratie à la russe : pouvoir et contre-pouvoirs en Russie* (Ellipses, 2008). Il s'intéresse aussi à l'histoire des relations Est-Ouest pendant la guerre froide (en particulier depuis la fin des années 1970), à l'histoire de la *perestroïka* et aux conflictualités dans le cadre de la « nouvelle guerre froide ». Il a récemment dirigé *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?* (La Documentation française, 2016). Il prépare actuellement un ouvrage de synthèse en langue anglaise sur le « poutinisme » (à paraître en 2018).

Résumé

Cet article vise à saisir la dynamique du « poutinisme » dans son évolution historique depuis 2000. Dès le début de la décennie 2000, le chef du Kremlin a fixé un objectif : replacer la Russie au centre du jeu mondial, reconstruire un État qui soit également une puissance prospère qui compte dans le monde globalisé. La centralisation du pouvoir autour de Vladimir Poutine est l'une des dimensions d'un mode d'exercice du pouvoir qualifié ici de prétorien. La notion de prétorianisme est le fil conducteur qui permet de comprendre l'action politique menée au sommet de l'État russe, en politique intérieure comme extérieure, et d'entrevoir, à la veille de l'élection présidentielle de 2018, les évolutions possibles de l'exercice du pouvoir en Russie.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LA GARDE PRÉTORIENNE DU KREMLIN	7
L'AVÈNEMENT DE LA <i>KORPOKRATURA</i>	11
LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA TECHNOCRATIE	16
UNE RELANCE DE LA DYNAMIQUE PRÉTORIENNE ?.....	20
LE <i>STORYTELLING</i> POUTINIEN : SOVERAINISME ET PATRIOTISME.....	23
CONCLUSION	28

Introduction

Près de vingt ans après l'accession de Vladimir Poutine à la présidence en 2000, comment définir le système politique russe ? Entreprise de modernisation autoritaire, démocratie dirigée ou non compétitive, régime néo-soviétique, nouvelle *nomenklatura*, militocratie, « gouvernement des uniformes » – les définitions ne manquent pas... Cette étude propose une grille de lecture de l'évolution du système politique russe sous le leadership de Poutine, sans se limiter à une comparaison du système politique russe avec le modèle de démocratie libérale occidentale.

Le « poutinisme » peut être défini de deux façons : d'une part, comme une certaine configuration de l'élite dirigeante autour d'un noyau dur qui contrôle la prise de décision et, d'autre part, comme un *storytelling*¹ dont Vladimir Poutine est l'émetteur central, qui diffuse en continu un commentaire interprétatif de l'histoire politique de la Russie en train de se faire. Le narratif poutinien est un métadiscours dont les accents populistes et patriotiques ont jusqu'ici servi avec un indéniable succès le renouvellement régulier de la légitimité politique de l'élite dirigeante russe. Il s'agit de saisir les ressorts profonds de ce qui unifie, au-delà des solidarités corporatistes et des intérêts financiers – que nous n'aborderons ici que de manière synthétique – l'élite dirigeante russe, à savoir l'univers mental et référentiel du parti du pouvoir. Quelle est la logique du souverainisme poutinien ? D'où provient la justification de la centralisation du pouvoir, doublée de l'idéologie de la puissance retrouvée de la Russie (*deržavnost'*) ? Qui gouverne ? Quel est le noyau dur de l'élite du pouvoir dans la Russie d'aujourd'hui ? Quel est le discours politique qui structure la légitimité des gouvernants ? Comment ce discours du pouvoir parvient-il à rester en phase avec la population, à neutraliser les mécontentements et les oppositions ?

En réponse à ces questions, cette étude avance l'hypothèse suivante : au début des années 2000, on a assisté à la cristallisation d'un prétorianisme russe, produit du rejet, par une partie de l'élite dirigeante russe, de la politique de réformes économiques menées pendant les années 1990, une politique perçue comme la cause d'un affaiblissement

1. C. Salmon, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2007.

sans précédent de la Russie, autant en interne que sur la scène internationale. À l'origine, ce prétorianisme russe fut un réflexe d'agrégation d'une partie de l'élite politique russe autour de son nouveau chef politique, Vladimir Poutine. Ce dernier, dès son accession à la présidence, a immédiatement fait comprendre qu'en rupture avec Boris Eltsine, il portait l'esprit de revanche des défenseurs de l'État (*gossudarstvenniki*) contre l'emprise oligarchique sur le pouvoir et les secteurs stratégiques de l'économie russe. Cet état d'esprit prédominait alors chez tous les fonctionnaires, ainsi que dans de larges catégories de la population russe, qui se percevaient comme déclassées sur les plans social et économique.

Une garde prétorienne s'est constituée autour du Kremlin dès 2001 et a imprimé jusqu'à aujourd'hui sa marque sur la configuration de l'élite dirigeante. Cette « réaction prétorienne », élitaire, a bénéficié d'un soutien populaire. À la fin des années 1990, une partie importante de l'élite dirigeante russe prenait toute la mesure du rejet qu'elle inspirait à un peuple souverain mal représenté par l'offre politique et partisane. La situation était explosive, la faible légitimité du système politique faisant planer le spectre de révoltes, voire de révolutions contre les dirigeants. La peur du chaos et du désordre, qui est devenue un thème récurrent du discours officiel dans les années 1990, a servi de motif originel et principal à cet *aggiornamento* prétorien du discours politique mené par Vladimir Poutine. Le patriotisme conservateur actuel, fondement du consensus politique en Russie, en est l'aboutissement.

La garde prétorienne du Kremlin

Le prétorianisme comme phénomène politique

Le « kremlinocentrisme² », soit la dimension centralisatrice du régime, est une composante majeure de l'évolution politique en Russie depuis 2000. Il se caractérise par une concentration du pouvoir et des ressources (administratives, financières, médiatiques) autour de l'institution du chef de l'État, qui est aussi le vrai chef de l'exécutif³. Il ne s'agit pas seulement de la position du président russe au sommet de la pyramide des institutions, mais d'une dynamique centripète qui ramène toujours vers le Kremlin, lieu géographique et symbolique du pouvoir étatique russe, les principaux leviers de commande du pouvoir et de l'influence. Ce mouvement a été observé tout au long des deux décennies, ou presque, de poutinisme.

La notion de prétorianisme a fait son retour dans la sociologie politique au début des années 1960, sous la plume de Maurice Duverger, à propos de la France des débuts de la V^e République. Reprise par Samuel Huntington dans un ouvrage publié en 1968, le prétorianisme ou, plus exactement, le concept d'« État prétorien » s'est généralisé dans l'étude des systèmes politiques combinant des éléments formels de démocratie libérale avec des pratiques du pouvoir autoritaires, ou pour désigner – pour reprendre les termes employés par Ahmet Insel dans le cas de la Turquie⁴ – « le processus à travers lequel l'armée, soutenue par la haute bureaucratie civile, s'érige en pouvoir politique indépendant, soit en ayant effectivement recours à la force, soit en menaçant d'y recourir ». Le régime prétorien pourrait être considéré comme une forme d'autoritarisme démocratique ou de démocratie autoritaire. Ahmet Insel poursuit :

2. J.-R. Raviot, *Démocratie à la russe : pouvoir et contre-pouvoirs en Russie*, Paris, Ellipses, 2008.

3. J.-R. Raviot, *Qui dirige la Russie ?* Paris, Lignes de Repères, 2007.

4. A. Insel, « Cet État n'est pas sans propriétaires ! Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie » in O. Dabène, V. Geisser et G. Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p. 133-153.

« Le prétorianisme s'est institué dans la Turquie républicaine comme une idéologie qui met en premier plan l'urgente nécessité de sauvegarder l'État des périls qui peuvent provenir de l'extérieur mais surtout des menaces représentées par divers "ennemis intérieurs". »

La cristallisation idéologique du prétorianisme nécessite donc préalablement qu'un groupe de prétoriens, une garde prétorienne, se constitue à l'intérieur de l'élite du pouvoir et devienne le principal pivot de ce que Charles Wright Mills nomme le « triangle du pouvoir⁵ » : l'élite politique et administrative, l'élite économique et financière et l'élite militaro-stratégique (et le « complexe militaro-industriel »). Pour ce sociologue, le triangle du pouvoir forme un groupe informel, très unifié par ses origines sociales et sa vision du monde, qui dirige le cœur du système politique, oblitérant les principes du gouvernement constitutionnel et de la démocratie.

Soixante ans plus tard, c'est un praticien éprouvé des institutions américaines, Mike Lofgren, qui poursuit la piste du triangle du pouvoir américain. Il a mis en lumière sa transformation, depuis la fin de la guerre froide, en un véritable État profond (*deep state*⁶). Pour Lofgren, « Beltwayland » (la vaste zone géographique désignant la capitale américaine et sa région) s'est « militarisée », au sens où plusieurs centaines de milliers de personnes sont désormais employées dans des secteurs liés directement à la sécurité nationale⁷. L'État profond américain forme une « association hybride d'éléments clés du gouvernement, de la haute finance et de l'industrie qui sont en capacité de diriger les États-Unis sans nécessairement obtenir le consentement des gouvernés à travers les élections ». Plutôt que d'un lobby, il s'agit d'un « réseau de réseaux », complexe et interconnecté, qui croise « des intérêts financiers, politiques et personnels qui transcendent les institutions et les grandes corporations de Wall Street et de la Silicon Valley ». Si, faute d'un accès suffisant aux sources, il est impossible de parler d'un État profond comparable en Russie, l'existence d'un noyau dur prétorien ne fait aucun doute. Cette garde prétorienne n'est pas institutionnalisée, mais elle oriente les décisions principales et stratégiques de l'État et arbitre les jeux d'influence et les conflits les plus importants au sein de la classe dirigeante russe.

5. C. W. Mills, *The Power Elite*, Oxford, Oxford University Press, 1956.

6. M. Lofgren, *The Deep State: The Fall of the Constitution and the Rise of a Shadow Government*, New York, Viking, 2016.

7. Dans une enquête de 2010, des journalistes du *Washington Post* ont établi que 854 000 employés du secteur privé (en plus des fonctionnaires) étaient habilités au rang « top secret » de l'accès aux données classifiées. Lire D. Priest et W. Arkin, « Top Secret America: A *Washington Post* Investigation », disponible sur : <http://projects.washingtonpost.com>.

L'affaire Ioukos, acte de naissance de la garde prétorienne

Une garde prétorienne s'est cristallisée autour du Kremlin dès les premières années de la présidence Poutine. D'une remarquable continuité, sa composition a peu varié depuis. C'est à la faveur de l'affaire Khodorkovski (qui, en 1995, avait racheté le groupe pétrolier Ioukos lors d'une procédure controversée de privatisation⁸) que cette garde prétorienne s'est formée. En octobre 2003, l'arrestation, l'enquête et le procès spectaculaire, pour fraude et évasion fiscales, à l'encontre de la première fortune de Russie en 2002 (selon le classement *Forbes*), sont chargés d'une forte charge symbolique⁹. Une interprétation domine dans le commentaire occidental : cette affaire témoigne de la volonté du Kremlin de réduire au silence un oligarque libéral, aux multiples engagements politiques, civiques et humanitaires. Khodorkovski intervenait dans le débat public et pouvait, à terme, devenir un opposant, voire un rival de Poutine sur le terrain de la politique intérieure russe.

D'autres observateurs ont attiré l'attention sur les manœuvres tactiques et les stratégies de Khodorkovski dans le petit cercle des dirigeants des *majors* du pétrole. Pour le soviétologue américain Marshall Goldman, ce sont les fuites répétées dans la presse à propos des projets de construction de nouveaux oléoducs vers la Chine, ainsi que les rumeurs autour de pourparlers d'alliances avec d'autres géants mondiaux du pétrole – sans parler de la forte exposition médiatique des liens tissés par le patron de Ioukos avec certaines éminentes figures de l'élite du pouvoir des États-Unis, entrées au directoire de sa fondation Open Russia – qui ont fini par produire un effet politique. En 2003, le chef du Kremlin soupçonnait l'oligarque de vouloir développer une politique étrangère parallèle. Au moment où la Russie (aux côtés de la France et de l'Allemagne) manifestait son opposition très ferme à l'intervention militaire américano-britannique en Irak, des voix libérales et pro-occidentales – dont celle de Khodorkovski – s'élevaient dans la presse russe pour critiquer la position du Kremlin, qu'ils appelaient à ne pas gêner l'opération *Iraqi Freedom*. Ce sont néanmoins les manœuvres entreprises par Khodorkovski afin de vendre ses parts au capital de Ioukos à ExxonMobil et BP qui auraient conduit le président russe à appuyer les poursuites judiciaires contre lui. Alerté de ces tractations par le directeur

8. R. Sakwa, *Putin and the Oligarch: The Khodorkovsky-Yukos Affair*, Londres, I. B. Tauris, 2014.

9. Le 20 décembre 2013, Mikhaïl Khodorkovski a été amnistié par un décret présidentiel après 10 ans de prison. Il réside depuis lors en Suisse, d'où il dirige la fondation *Open Russia*.

exécutif d'ExxonMobil (dont le PDG était alors Rex Tillerson, aujourd'hui Secrétaire d'État) lors d'une rencontre à New York en marge d'un sommet économique, début octobre 2003, Poutine aurait alors acquis la conviction que Khodorkovski, en faisant entrer des *majors* américaines au capital de Ioukos, ne cherchait pas simplement à recapitaliser son groupe, mais à le faire fusionner avec un géant américain. En prenant l'initiative d'un tel bouleversement du paysage énergétique mondial – et dans un secteur éminemment stratégique pour la Russie – le magnat devenait, pour le chef du Kremlin, un danger pour l'intérêt national russe¹⁰. L'affaire Khodorkovski a donc marqué un tournant décisif en permettant l'avènement et la structuration du poutinisme autour d'une garde prétorienne constituée des responsables des secteurs régaliens de l'État, tous proches du président, qui va collectivement prendre le contrôle des secteurs stratégiques de l'économie russe.

10. M. Goldman, « Putin and the Oligarchs: The Khodorkovsky Affair », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2004, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

L'avènement de la *korpokratura*

Cumul des fonctions politiques et économiques

Pour s'opposer à toute éventuelle « OPA » sur les capacités ou les ressources stratégiques – énergétiques en premier lieu – de la Russie, le Kremlin s'est doté d'un doublon, d'une structure capitaliste et financière assez informelle, fondée sur la solidarité de groupe, de forts liens *intuitu personae* de génération et/ou d'origine géographique (Saint-Pétersbourg) et/ou professionnelle (KGB, autres secteurs de la défense ou de la sécurité). À la tête de « la firme¹¹ » ou du Politburo 2.0¹² l'on trouve, derrière la figure tutélaire de Vladimir Poutine, plusieurs ministres et hauts responsables de l'exécutif et de l'Administration présidentielle. Trait distinctif des membres de ce groupe : ils cumulent tous de hautes fonctions au sein de l'État avec la direction du conseil d'administration ou du directoire d'un grand groupe (privé, public ou mixte). Ce système de contrôle, par l'élite politique et administrative suprême du pays, des secteurs les plus stratégiques de l'économie, peut être qualifié de *korpokratura*¹³. Le mouvement de retrait des hauts fonctionnaires des conseils d'administration initié sous Medvedev n'a pas abouti¹⁴. Il a fallu attendre 2012 pour que ces cumuls, vivement dénoncés lors de la vague de contestation politique de l'hiver 2011-2012 contre le « parti des escrocs et des voleurs » (selon l'expression de l'opposant principal au régime Alexeï Navalny), soient officiellement interdits. Cette interdiction n'a toutefois par remise en cause la nature corpopratique de l'État.

11. Ū. Felštinskij et V. Pribylovskij, *Korporaciâ: Rossiâ i KGB vo vremena prezidenta Putina* [Korpopratie : la Russie et le KGB à l'époque du président Poutine], Moscou, Terra, 2010.

12. « Politburo 2.0 i postkrymskaâ Rossiâ » [Le Politburo 2.0 et la Russie post-Crimée], Minčenko Konsulting, 23 octobre 2015, disponible en russe sur : <http://minchenko.ru>.

13. La *korporatura* est un néologisme formé des mots russes *korporaciâ* (de l'anglais *corporation*) et *nomenklatura* (système généralisé de contrôle des postes dirigeants par le Parti à l'époque soviétique). Il s'agit d'une sorte de nouvelle *nomenklatura*, mais très informelle, qui associe une même élite à la direction des plus hauts postes dans les domaines politique et économique. Voir J.-R. Raviot, *Qui dirige la Russie ?*, op. cit. [4].

14. Voir M. Korostikov, « Partir pour mieux revenir : les hauts fonctionnaires et les compagnies publiques russes », *Russie.Nei.Visions* n° 87, Ifri, août 2015, disponible sur : www.ifri.org.

Les figures de proue

L'ancien président Dmitri Medvedev (2008-2012), Premier ministre depuis 2012, qui avait été tout au long de la décennie 2000 chef-adjoint de l'Administration présidentielle et président du directoire de Gazprom, est la figure la plus emblématique de la *korpokratura*. C'est néanmoins Igor Setchine, aujourd'hui directeur exécutif général (CEO) de Rosneft, première compagnie pétrolière russe, qui en incarne le profil-type. Ce Pétersbourgeois, linguiste diplômé en portugais, a fait carrière au sein des services de renseignement des Forces armées soviétiques (GRU) – occupant plusieurs postes sous couverture dans des pays lusophones – avant de suivre Vladimir Poutine en qualité de chef-adjoint de l'Administration présidentielle (tout au long des deux premiers mandats de Vladimir Poutine au Kremlin – 2000-2008), puis de vice-Premier ministre (lorsque Poutine était chef du gouvernement entre 2008 et 2012), cumulant ses hautes fonctions politiques avec la présidence du directoire de Rosneft entre 2004 et 2011. Setchine représente la figure même du « corpocrate » prétorien suprême de la première génération, sorte de « prototype » de la garde prétorienne de Vladimir Poutine. Sergueï Tchemezov est une autre grande figure du prétorianisme « corpocratique », plus proche encore que Setchine de Vladimir Poutine – ils auraient travaillé ensemble dans les structures du KGB en RDA dans les années 1980. Nommé en 2007 à la tête de la corporation d'État (*goskorporatsiâ*) Rostekh (hautes technologies civiles et militaires) après avoir dirigé Rosoboronexport (monopole d'État de l'exportation d'armements), Tchemezov occupe des fonctions importantes au sein du parti Russie unie depuis 2012. Il faut souligner, pour illustrer la réalité de la *korpokratura*, qu'en janvier 2017, il siégeait au directoire de cinq grands groupes russes (aviation, automobile, banque) et ne dirigeait pas moins de cinq directoires de grands groupes ou corporations d'État russes (dont Rosoboronexport).

D'autres grandes figures au profil voisin peuvent être citées, même si elles appartiennent désormais au passé : Vladimir Yakounine, ancien patron de la compagnie (d'État) des chemins de fer, ou encore Sergueï Ivanov, ancien ministre de la Défense, ancien vice-Premier ministre, chef de l'Administration présidentielle de 2011 à 2016... Comme Tchemezov et Setchine, ces deux hommes sont des *siloviki*, issus des ministères dits « de force », qui relèvent d'un profil « militocratique », pour reprendre le terme forgé par Olga Krychtanovskaïa¹⁵. Pour cette

15. O. Krychtanovskaïa, *Anatomiâ rossijskoj èlity* [Anatomie des élites russes], Moscou, Zakharov, 2004.

sociologue, l'identité « militocratique » des membres du noyau dur de la garde rapprochée du Kremlin surdétermine, encore aujourd'hui, les valeurs, l'*ethos* ou l'orientation idéologique (patriotisme conservateur, méfiance à l'égard de l'Occident) de l'élite du pouvoir russe dans son ensemble.

« Militocrates » et « corpocrates »

Or, il semble que la dynamique de « corpocratisation » à l'œuvre au sein de l'élite du pouvoir russe soit de nature à remettre en question, à moyen terme, l'assise « militocratique » de la garde prétorienne : en 2007, le directeur du Service fédéral de contrôle des stupéfiants (FSKN), Viktor Tcherkessov mettait en garde contre ce phénomène dans un article de presse qui lui a coûté son poste¹⁶. À l'heure de la relève des générations au sommet de l'État, la nature « corpocratique » de l'élite du pouvoir russe permet de mieux en appréhender les logiques internes que la focalisation sur l'identité néo-soviétique du noyau dur de la classe dirigeante russe : celle-ci n'est plus, en 2017, cette « nouvelle noblesse » issue des rangs du KGB ou des secteurs régaliens de l'État soviétique qui chercherait à restaurer l'ordre ancien¹⁷. La *korpokratura* ne se limite plus à ceux que Krychtanovskaïa appelait en 2004 « les enfants d'Andropov », héritiers décomplexés de la « mémoire tchékiste ». Les « corpocrates » russes d'aujourd'hui ne sont plus simplement de nouveaux maîtres de la *nomenklatura* convertis au capitalisme et à la finance globale : ils forment un groupe dirigeant sans précédent dans l'histoire russe ou soviétique. En 2017, la *korpokratura* se caractérise par sa maîtrise des pratiques du capitalisme mondialisé sous protection des institutions régaliennes.

Bien au-delà des prérogatives constitutionnellement définies des fonctions (président ou Premier ministre) qu'il occupe, Vladimir Poutine incarne l'autorité politique suprême du pays. Il est l'arbitre ultime de tous les conflits, le garant personnifié de l'État russe dans sa continuité. Le système politique russe peut, sans connotation polémique, être qualifié de « monarchie élective ». Cependant, derrière la façade d'une unité politique sans cesse proclamée, l'État russe est un véritable Janus à deux têtes : une tête régalienne, qui coiffe les secteurs régaliens au sens strict (intérieur, sécurité, défense, affaires étrangères...) ainsi qu'une grande

16. V. Tcherkessov, « Nel'zâ dopustit', štoby voiny prevratilis' v trgovcev » [Les soldats ne doivent pas devenir des commerçants], *Kommersant*, 9 octobre 2017, disponible sur : www.kommersant.ru.

17. A. Soldatov et I. Borogan, *The New Nobility: The Restoration of Russia's Security State and the Legacy of the KGB*, New York, Public Affairs, 2010.

partie des prérogatives politico-administratives de l'État (affaires politiques intérieures et fédéralisme, politiques régionales...) et un vaste complexe économique et financier allant des vice-Premiers ministres et ministres des domaines économique, industriel, énergétique et financier aux dirigeants des plus grands groupes publics et privés, en passant par certaines grandes banques et, bien sûr, placée au cœur de ce système, la Banque centrale.

De ces deux « têtes » de l'État, la tête régaliennne demeure la plus médiatiquement exposée et continue à représenter le pouvoir de l'État (*gosudarstvennost'*) dans son ensemble, en continuité historique avec les représentations d'un État russe en perpétuelle quête de puissance et de force. Dans ces conditions, les *siloviki* et les « clones de Poutine » attirent l'œil des caméras, mais le pilier stratégique de l'État est passé du côté du versant économique et financier. En d'autres termes, l'État russe est aujourd'hui bien plus corporatisme que militocratie. Le prétorianisme russe est désormais ancré dans un vaste complexe économique et financier qui est devenu le centre nerveux de l'élite du pouvoir et le noyau du système de prise de décision. Ce déplacement du centre de gravité du pouvoir de décision a été amorcé dès le deuxième mandat présidentiel de Vladimir Poutine (2004-2008) et il n'a fait que se renforcer par la suite.

Fin observateur des évolutions politiques et institutionnelles russes, un député constate cette « corporatisation » des enjeux politiques et parlementaires et regrette la montée en puissance – qu'il dépeint comme une évolution de fond, une constante de ces vingt dernières années – de nouveaux députés au profil essentiellement technique, « totalement dépolitisés » et beaucoup plus enclins « à percevoir les demandes émanant des grands groupes qu'à traduire les attentes d'une population qu'ils ne rencontrent plus jamais¹⁸ ». Un ancien chef-adjoint de la direction de l'Administration présidentielle chargée de la politique intérieure est encore plus explicite quant à l'évolution « corporatisme » à l'œuvre au sein de l'élite du pouvoir russe :

18. Entretien de l'auteur avec ce député (né en 1950), mathématicien, professeur à l'Université d'État de Moscou, membre de la fraction communiste de la Douma d'État depuis 1995, député et premier vice-président de la Douma d'État depuis 2011, Moscou, mars 2017.

« La lutte contre la corruption, le bal des évictions et des nominations sont régulièrement commentées comme étant de nature politiques ou même idéologiques alors qu'elles ne sont que le masque de guerres dont les enjeux sont la conquête ou la sauvegarde d'intérêts économiques et financiers, avec, dans tous les cas, des ramifications vers des intérêts purement privés... Les *siloviki* patriotes sont des personnages qui soit appartiennent au passé, soit jouent un rôle, une comédie pour la télévision et les commentateurs occidentaux.¹⁹ »

19. Entretien de l'auteur avec la personne en question (né en 1973), ancien conseiller du chef d'administration du gouvernement (2011-2012), ancien chef-adjoint de la direction de l'Administration présidentielle chargée de la politique intérieure (2012-2014), ancien membre de la Chambre sociale de la Fédération de Russie, directeur d'un *think tank* conservateur, Moscou, mars 2017.

La montée en puissance de la technocratie

Le déclin des « *siloviki* historiques » et la question de la relève

Après le retour de Vladimir Poutine au Kremlin en 2012, la garde prétorienne poursuit une évolution, entamée dès 2008, marquée par le recul des profils « militocratiques » au sein de l'élite du pouvoir. L'éviction de certaines figures majeures permet à Vladimir Poutine de démontrer qu'il combat la corruption sans épargner les plus hautes sphères de l'élite dirigeante. À ce titre, le limogeage du ministre de la Défense, Anatoli Serdioukov, intervenu en octobre 2012, marque un véritable tournant. Soupçonné d'avoir ignoré le montage de certains « schémas de corruption » au sein du groupe *Oboronservis*, entreprise commerciale prestataire de services aux forces armées russes et aux services du ministère de la Défense, Serdioukov est le premier haut responsable de l'exécutif russe depuis 2000 à être officiellement écarté de ses fonctions. Il est remplacé par Sergueï Choïgou, un homme très proche de Vladimir Poutine, ce qui témoigne de la volonté du chef de Kremlin de renouveler en profondeur le profil « militocratique », voire de promouvoir un profil « néo-militocratique » (cf. *infra*). En 2016, la mise à l'écart de Viktor Ivanov, longtemps considéré comme l'un des hommes les plus influents dans l'entourage du président, marque symboliquement le déclin du profil des *siloviki* « historiques » et l'effacement, inexorable, de la garde prétorienne des années 2000. Ancien chef-adjoint de l'Administration présidentielle issu des rangs du KGB, Ivanov avait exercé (cumulativement avec son poste au sein de l'exécutif) plusieurs fonctions importantes à la tête de grandes entreprises du complexe militaro-industriel, puis de la compagnie Aeroflot, avant d'être nommé à la tête du FSKN (2008). Il a été écarté, en mai 2016, de toute fonction au sein de l'exécutif.

Au-delà de ces limogeages spectaculaires, la *korpokratura* évolue au gré de la succession « naturelle » des générations. La « génération Poutine » (il est né en 1952) s'efface au profit de nouveaux profils et, en tout premier lieu, de la montée en puissance du profil technocratique et

managérial. Anton Väino (né en 1972), nommé chef de l'Administration présidentielle en août 2016, incarne une nouvelle génération véritablement postsoviétique de technocrates, dépourvus de tout passé professionnel ou de lien avec les institutions « de force » qui prévalaient à l'époque soviétique. Diplômé de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), une des pépinières traditionnelles de la diplomatie et de la haute administration fédérale russe, Väino représente le profil-type du *civilik* (« civil », par opposition aux *siloviki*, les « militaires »), ces cadres dirigeants de l'administration fédérale, des grands groupes industriels ou financiers et/ou les professions juridiques ou du conseil – ils circulent souvent entre ces trois pôles au cours de leur carrière – qui supplantent les *siloviki* et les *syrieviki* (cadres supérieurs des grands groupes énergétiques et miniers, souvent d'anciens *siloviki*, d'ailleurs) au sein de l'élite du pouvoir.

La montée en puissance des *civiliki* peut être analysée comme une évolution sociologique liée à la modernisation économique et sociale de la Russie dans son ensemble. Elle peut être également vue comme le résultat de la volonté politique du tandem Medvedev-Poutine de donner une inflexion résolument méritocratique à la politique des cadres. Plaçant son mandat présidentiel sous le mot d'ordre de la modernisation, Dimitri Medvedev avait dès 2008 institué un système de « réserve des cadres » (*rezerv kadrov*) afin d'instaurer un mécanisme méritocratique de recrutement et de gestion des carrières des cadres de l'État fédéral. Depuis lors, ce système a été étendu et généralisé à l'ensemble des institutions fédérales et régionales, de même qu'aux grandes organisations et compagnies. Selon une étude très éclairante, cette mise en avant par le pouvoir de l'« impératif méritocratique » répond à une « demande sociale de méritocratie » dont il faut souligner qu'elle résulte – ce qui peut sembler à première vue paradoxal – d'une forte progression des inégalités sociales en Russie. Comme dans de nombreux pays du monde, ce sont les classes moyennes supérieures des métropoles qui concentrent de manière croissante les « capitaux » (matériels, mais aussi sociaux et symboliques), en sorte que la « demande de méritocratie » renforce la tendance à la « technocratisation de la bureaucratie fédérale » et « provoquent un embourgeoisement de l'élite russe dans son ensemble ». Désormais, seuls les enfants des catégories sociales supérieures nés et/ou formés dans les métropoles (Moscou et Saint-Pétersbourg en tout premier lieu) et dûment diplômés ont une chance d'accéder aux postes de cadres dirigeants au sein

de l'État fédéral (et, par extension, des grands groupes²⁰). Ainsi, le système de la *korpokratura* devrait aboutir à l'avènement d'une « classe dirigeante » russe plus méritocratique, mais aussi plus resserrée, tant géographiquement que sociologiquement, et de plus en plus coupée du reste de la société russe, par son niveau de vie, mais aussi par ses modes de vie et sa vision du monde.

La nébuleuse corpocratique

Le système de la *korpokratura* tisse la toile d'une « nébuleuse corpocratique » composée de réseaux administratifs, politiques, économiques et financiers, qui se croisent avec des coalitions d'intérêts, des alliances clientélistes, mais aussi népotiques, voire dynastiques. Des batailles homériques se tiennent, loin des projecteurs, où s'affrontent les différents « secteurs » de l'élite russe (*siloviki*, *syrieviki*, *civiliki*). Ces batailles ne sont plus autant conditionnées – comme elles pouvaient l'être à l'époque des privatisations dans les années 1990 – par des clivages entre cultures professionnelles, profils, encore moins par des divergences d'ordre idéologique. Ce sont les logiques « corpocratiques » qui prévalent. Du fait de l'interdiction (après 2012) de tout cumul de fonctions exécutives au sein de l'État et à la tête d'un grand groupe, certains « grands barons » se sont repliés sur leurs fonctions *corporate*, tel Igor Setchine, déjà cité, à la tête de Rosneft.

Le prétorianisme russe est-il ainsi voué à devenir de plus en plus « corpocratique » et de moins en moins régalien ? Une telle évolution représenterait un défi sérieux au maintien même d'une garde prétorienne, voire à la pérennité du prétorianisme. Dans une synthèse récente sur ce qu'il qualifie de « doctrine Setchine », et qui correspond peu ou prou au prétorianisme, le politiste libéral Vladimir Pastoukhov conclut que le poutinisme est en passe de devenir obsolète :

« Ce régime, constitué uniquement dans des objectifs de conservation et qui se propose de geler la société russe pendant encore des dizaines d'années, provoquera la révolution qui, par voie de conséquence, entraînera sa chute.²¹ »

20. V. Dâtlikovič et F. Čapkovskij, « Kto est' kto v rossijskoj èlite. Socialnaâ set' rossijskih činovnikov » [Qui est qui au sein des élites russes. Cartographie des responsables russes], *Russkij Reporter*, 7 septembre 2011, disponible sur : <http://rusrep.ru>.

21. V. Pastuhov, « 'Doktrina Sečina' : vzlët i padenie gossudarstvenno-oligarhitčeskogo kapitalizma v Rossii » [La doctrine Setchine : ascension et chute du capitalisme étatique et oligarchique en Russie], *Novaa Gazeta*, 22 mars 2017, disponible sur : www.novayagazeta.ru.

Pastoukhov semble nourrir l'espoir que le « système Poutine », fragilisé de l'intérieur, confronté à la montée de ce qu'il qualifie de « demande sociale libérale » (plus de méritocratie, lutte plus efficace contre les pratiques de corruption, plus d'ouverture internationale) chez les cadres supérieurs de la jeune génération, se disloquera. Selon l'auteur, le poutinisme, cet autoritarisme policier, agonise. La Russie serait à l'aube d'une nouvelle ère de réformes libérales, portées par une évolution en profondeur de la société russe. Pastoukhov considère que Poutine lui-même a enclenché une tentative de libéralisation afin de « tenter de suivre un mouvement qu'il ne maîtrise pas ». Il voit dans la progression des *civiliki* au sommet de l'élite suprême le signe de l'inéluctable libéralisation en marche. En particulier, il cite la récente promotion (octobre 2016) de l'ancien Premier ministre de Boris Eltsine, Sergueï Kirienko, au poste de chef-adjoint de l'Administration présidentielle, en remplacement de Viatcheslav Volodine, un responsable influent du Kremlin devenu président de la Douma après les élections législatives de septembre 2016. Or Kirienko, un économiste de formation venu des cercles libéraux de la bureaucratie d'État des années 1990, a occupé pendant toute l'ère Poutine une fonction très importante à l'interface de la *korpokratura* et du pouvoir régalien – il fut directeur de la corporation d'État Rosatom, agence fédérale de l'énergie atomique de Russie, de 2005 à 2016 – et, plutôt qu'un « libéral » tenu aux marges de la classe dirigeante, il peut être vu comme un « corpocrate » très loyal, un *civilik* de la première heure qui n'a jamais cessé d'appartenir, sinon au premier cercle, du moins au groupe restreint des 500 responsables clés de la *korpokratura*...

Une relance de la dynamique prétorienne ?

À rebours de la thèse du « déperissement du poutinisme », de nombreux indices permettent de conclure, au contraire, à une relance de la dynamique du prétorianisme russe. Une entreprise de pérennisation du poutinisme est à l'œuvre.

Du fait de la centralisation des ressources économiques et financières russes, le développement économique, et d'une façon plus générale la stratégie de la Russie dans la globalisation dépend d'un nombre réduit de grands secteurs clés, étroitement liés à l'État. Dans ces conditions, la *korpokratura* ne peut être réduite à un « montage » politico-administratif qui viserait à maintenir et à renforcer la mainmise d'une petite partie de l'élite sur le pouvoir et les ressources : elle résulte d'une stratégie fondée sur le constat de la dépendance structurelle de la Russie vis-à-vis de quelques grands groupes et secteurs (énergie, matières premières, armement) dont les élites politiques doivent assurer la protection (et le contrôle). Dans la mesure où l'usage légitime de la force (usage des pouvoirs régaliens : défense, police, sécurité, etc.), dans ses dimensions matérielles comme symboliques, reste et restera une ressource clé pour exercer le pouvoir, d'autres prérogatives régaliennes, moins visibles à l'œil nu (régulation économique et financière, maîtrise de savoir-faire juridiques et judiciaires), vont gagner en importance, avec pour corollaire la diminution du périmètre d'influence et d'action des *siloviki* « traditionnels » (intérieur, défense, sécurité...) au profit de responsables aux savoir-faire plus techniques (surveillance des réseaux et cybersécurité, régulation et police fiscales, normes techniques, financières et environnementales...). En sorte que la technocratisation des élites dirigeantes ne reléguera pas les « ressources politiques prétoriennes » au second plan. Au contraire, on pourrait assister à la naissance d'une nouvelle « technocratie prétorienne » issue des nouveaux secteurs précités.

À terme, cette évolution aura des répercussions profondes sur la structure de l'élite du pouvoir russe. Les luttes de clans pour l'accaparement de ces nouvelles ressources administratives seront, sans nul doute, décisives. Il est déraisonnable de parier sur une occidentalisation naturelle de l'élite russe, qui serait portée par une évolution en profondeur de ses mœurs et de sa vision du monde. Aucune conclusion ne peut être

tirée quant à l'évolution du système politique à moyen terme avant d'avoir pu observer selon quelles modalités la première génération de la *korpokratura* va transmettre son capital (social, économique, politique, symbolique). Or, ce processus de transmission des patrimoines n'en est qu'à ses débuts. La strate suprême de la *korpokratura* va-t-elle échafauder des stratégies collectives, ou bien le « sauve-qui-peut » individualiste prévaudra-t-il ? Une solidarité de classe des puissants et des possédants – dans le contexte où la concentration des richesses et du pouvoir est largement supérieure à celle que l'on observe dans les pays de l'Union européenne – va-t-elle se cristalliser ? Ou bien ce groupe va-t-il se dissoudre, transmettant à ses héritiers sa seule fortune, délocalisée pour grande partie à l'étranger, et non le pouvoir politique qu'elle détient – qui n'est plus guère considéré comme une ressource par des membres d'une nouvelle génération moins liée à la Russie que ses ascendants (études et résidence à l'étranger...) ?

Dans une étude croisée des « États forts » (les autoritarismes russe, turc, pakistanais, chinois), le politologue Andreï Tsygankov conclut que deux stratégies sont susceptibles de permettre la pérennisation de leur type de système politique : le contrôle « par le haut » de la composition du noyau dur de l'élite dirigeante et la reformulation constante d'objectifs mobilisateurs pour les différents groupes qui la composent, ainsi que pour de larges pans de la société civile²². Afin de pérenniser la garde prétorienne constituée au début des années 2000, Vladimir Poutine doit pourvoir à son renouvellement tout en gardant le contrôle de la bureaucratie d'État et la maîtrise des coalitions qui se forment au sein du groupe dirigeant de la *korpokratura*, le défi majeur étant de se maintenir au centre des lignes de force, ce qui requiert une grande maîtrise des circuits de l'information et une capacité à contrôler le processus de renouvellement des générations.

Conscient des évolutions précitées, qui fragilisent la garde prétorienne, Vladimir Poutine a entrepris de favoriser, depuis le tournant de la crise ukrainienne et de l'annexion de la Crimée, l'émergence d'une « néo-militocratie ». Il s'agit de pérenniser le noyau dur prétorien de l'élite du pouvoir en l'ancrant un profil *silovik* à la fois renforcé et renouvelé. La création de la Garde nationale (*Rosgvardiâ*) en 2016, qui procède du détachement des forces militarisées du ministère de l'Intérieur (MVD), a été souvent commentée sous l'angle d'une « crispation autoritaire du régime²³ ». Sa direction a été confiée à un homme du premier cercle

22. A. Tsygankov, « Sil'noe gosudarstvo : Teoriâ i praktika v 21 veke » [L'État fort : théorie et pratique au XIX^e siècle], *Valdai Papers* n° 15, Club Valdai, mai 2015, disponible sur : <http://ru.valdaiclub.com>.

23. V. Pastuhov, *op. cit.* [22].

(pétersbourgeois) et de la même génération que Vladimir Poutine – Viktor Zolotov, ancien chef du service de la sécurité du président (2000-2013) et vice-ministre de l'Intérieur. Cette initiative manifeste la volonté présidentielle de renforcer sa garde prétorienne. En effet, la création de la *Rosgvardiâ*, un organe directement rattaché au président, étend *de facto* le périmètre des pouvoirs du Kremlin en matière de sécurité. Le chef de l'État contrôle désormais par l'intermédiaire de son pouvoir de nomination du chef de la Garde nationale un nombre important de forces armées et de détachements spéciaux qui, auparavant, étaient rattachés au MVD ou à d'autres « ministères de force ». Sur le plan symbolique, ce geste peut être vu comme une volonté de revenir aux sources du poutinisme.

D'autres signaux avaient été émis par le président dans le sens d'un rehaussement du prestige des *siloviki* au sein de l'élite du pouvoir. La nomination, en 2012, de Sergueï Choïgou au poste de ministre de la Défense visait à l'évidence à mettre en avant un responsable politique hors normes – ministre de la Défense civile et des situations d'urgence de 1994 à 2012, il bénéficie depuis presque vingt ans de la meilleure cote de popularité auprès de l'opinion russe (après Vladimir Poutine) – mais aussi de renouveler le profil de la composante militocratique, noyau dur de la garde prétorienne. Sergueï Choïgou semble en effet incarner un profil « néo-militocratique » qui combine le répertoire très traditionnel de l'« homme en uniforme » et celui, très contemporain (et propice à l'exposition médiatique), de l'humanitaire. Choïgou est apprécié aussi bien pour son image de grand professionnel des métiers de la violence légitime que pour sa capacité (assez rare chez un haut responsable en Russie) à manifester à l'égard des « Russes ordinaires » de la compassion, un talent qu'il a su mettre en avant lors de grandes catastrophes naturelles ou terroristes – en particulier lors des incendies de l'été 2010²⁴. Le renouvellement du prétorianisme permet ainsi de renforcer non seulement le régime, mais aussi sa légitimité.

24. E. Bertrand, *Pouvoir, catastrophe et représentation : mise(s) en scène politique(s) des incendies de l'été 2010 en Russie occidentale*, thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2016.

Le *storytelling* poutinien : souverainisme et patriotisme

Dans ses discours comme tout au long de ses innombrables interventions dans les médias, Vladimir Poutine déroule lui-même le fil de « sa » propre histoire politique, cherchant toujours à maîtriser la mise en récit de son entrée dans l'histoire. Loin de n'être qu'un emballage, un discours de communication destiné à présenter son action politique, ce *storytelling* poutinien constitue, à nul doute, un volet essentiel, si ce n'est le volet central de la politique de Poutine, dans la mesure où le discours de la figure centrale, de la cheville ouvrière du système politique russe représente le seul pouvoir dont il maîtrise lui seul tous les rouages²⁵.

Nombre de commentateurs libéraux soulignent, à juste titre, les limites du contrôle exercé par le pouvoir central sur l'action publique. L'économiste Vladislav Inozemtsev qualifie le poutinisme de « système d'impuissance aux allures de puissance » (*deržavnoe bessilie*), la Russie étant dirigée « par un homme qui parle beaucoup, mais qui n'est prêt à faire pratiquement rien de concret²⁶ ». Alors que l'impératif d'un État fort constitue le pivot de la rhétorique officielle, l'efficacité de la « verticale du pouvoir » sur laquelle Vladimir Poutine est censé s'appuyer est régulièrement remise en question, y compris par des analystes, même très proches du pouvoir. Rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Èkspert*, Valeri Fadeev souligne volontiers la faiblesse de l'État russe, d'autant que « la défiance très profonde qu'inspirent les élites dirigeantes, perçues comme largement corrompues et privilégiées – les nouveaux boyards – les rend impuissantes à mener les changements qu'elles proclament vouloir conduire ». C'est « parce qu'il est passé maître dans l'instrumentalisation du champ idéologique » que Poutine peut exercer, par le verbe, une influence dans cette « tectonique des plaques qu'est le pouvoir russe [...] où les mouvements horizontaux entre groupes d'intérêts et lobbies ont plus d'importance que les injonctions lancées verticalement... car les

25. En ce sens, voir T. Stanovaâ, « Putin's Post-Political Government », Centre Carnegie de Moscou, 26 juin 2017, disponible sur : <http://carnegie.ru>.

26. V. Inozemcev, « Deržavnoe bessilie : kakovy itogi 16-letnego pravleniâ Vladimira Putina ? » [Puissante impuissance : quels sont les résultats des 16 ans du pouvoir de Poutine ?], *RBK*, 12 janvier 2016, disponible sur : www.rbk.ru.

initiatives d'en haut ont une prise très limitée sur la réalité ». Fadeev, et avec lui bien d'autres observateurs tout aussi proches du Kremlin, ne cessent de souligner que le verbe poutinien, instrument essentiel de l'exercice du pouvoir, n'a malgré tout qu'une influence limitée sur l'action publique. « Poutine se plaint publiquement qu'un quart à peine de ses décisions sont appliquées », le reste étant soit ignoré, soit circonvenu par ceux-là mêmes qui devraient le mettre en œuvre²⁷.

La maîtrise du récit étant un levier décisif de l'action politique, le renouvellement des répertoires de la légitimité politique poutinienne – la maîtrise du *storytelling* – constitue donc un instrument primordial de la pérennité du système politique dans son ensemble. Ainsi, le discours de politique étrangère est devenu l'une des sources de relégitimation de Vladimir Poutine en interne, la rhétorique de la « stabilisation » et de la « consolidation » des années 2000 ayant montré des signes évidents d'essoufflement lors du mouvement de protestation de l'hiver 2011-2012. Au cours des quinze dernières années, le discours de politique étrangère a évolué dans le sens d'un renforcement et d'une clarification. Avant 2007, le président russe avait déjà affirmé son ambition de restaurer la place de la Russie sur la scène internationale – le statut international de la Russie s'étant littéralement effondré pendant les années 1990. Le discours de Munich (février 2007) marque un tournant : un véritable souverainisme russe s'affirme alors. Il se renforcera par la suite, notamment dans le discours de Sotchi, prononcé par Vladimir Poutine à l'occasion de la réunion du Club Valdaï en 2014.

L'articulation entre politique extérieure et politique intérieure est essentielle. L'impératif de la puissance, proclamé par Vladimir Poutine dès son arrivée au pouvoir, ne procède pas seulement d'une volonté de *restauration*, mais aussi d'une volonté de *réaction* par le verbe – conjurer l'éclatement de la Fédération de Russie, confrontée à des menaces plus diffuses d'un nouveau type (terrorisme islamiste, ingérences politiques, économiques ou humanitaires étrangères, séparatisme et « extrémismes » politiques). Dans l'esprit d'une génération de responsables russes, ces menaces rappellent le contexte de la chute de l'URSS qu'ils ont vécue comme un traumatisme. Cette réorientation de la politique étrangère russe vers la reconquête de la puissance s'appuie sur un consensus très large des élites et de l'opinion publique russes. Si le discours de Munich structure ce qu'on peut appeler par commodité le souverainisme russe, c'est parce que le chef du Kremlin y développe une vision du monde alternative à celle de l'Occident. Il affirme clairement la

27. Entretien de l'auteur avec Valeri Fadeev, Moscou, mars 2017.

volonté russe de promouvoir un néo-westphalisme pour rompre avec le monde unipolaire façonné et dominé par la puissance américaine et ses alliés, qu'il décrit ouvertement comme des « vassaux », de l'ensemble euro-atlantique. Face à l'inflexion américaine vers la doctrine de *full spectrum dominance* à la fin des années 1990, la politique étrangère poutinienne est une doctrine d'équilibre des grandes puissances qui peut être résumée en une formule synthétique : la Russie doit déployer tous les vecteurs de sa capacité de nuisance, tous les instruments de la diplomatie classique et des jeux d'influence à disposition afin de toujours faire ressortir, par contraste, l'impuissance de l'*hegemon* américain empêtré dans son hyperpuissance. La dynamique du poutinisme est, en matière de diplomatie comme en politique intérieure, une pragmatique de l'action dominée par la logique – profondément conservatrice – de maintien de la puissance et de continuité de l'État. Dans le discours de Sotchi en 2014, Vladimir Poutine a approfondi cette dimension tout en haussant le ton de la polémique vis-à-vis des États-Unis, qu'il accuse de se conduire « comme des nouveaux riches venant de faire l'acquisition d'une très grosse fortune²⁸ » ...

Le patriotisme russe constitue l'autre volet, essentiel, d'une rhétorique poutinienne aux accents prétoriens. Relancée par le mouvement de ferveur *Krym nach* (« la Crimée est à nous ») qui a émergé dans le contexte du « rattachement » de la Crimée à la Fédération de Russie, la rhétorique patriotique donne forme à ce qu'il est convenu d'appeler le consensus poutinien, régulièrement mesuré par les enquêtes d'opinion qui attribuent à Vladimir Poutine une cote de confiance constante et très élevée. Largement reprise dans les grands médias, cette rhétorique patriotique, conçue comme un élément fédérateur visant à consolider l'unité nationale (contre les menaces extérieures, mais également les menaces intérieures) en suscitant la mobilisation permanente du peuple derrière les dirigeants dans un même élan et un même combat, une rhétorique sans cesse replacée dans la continuité historique de la victoire de 1945. Le récit patriotique russe permet d'éclipser les questions proprement politiques et sociales les plus sensibles pour l'opinion : corruption, inégalités sociales et territoriales, antagonismes ethniques, culturels ou religieux, multiples conséquences des politiques néolibérales qui sont aussi une dimension essentielle du poutinisme. En ce sens, ce *storytelling* poutinien va au-delà d'un discours

28. Vladimir Poutine, Discours prononcé devant le Club Valdaï, Sotchi, 24 octobre 2014. Voir « Valdajskaa reč Putina. Osnovnye tezisyy » [Discours de Poutine à Valdaï. Les thèses principales], Vesti.ru, 24 octobre 2014, disponible sur : www.vesti.ru.

destiné à fabriquer le consentement : il s'agit d'une « fabrique de l'unanimité ».

C'est dans ce contexte qu'il faut considérer le succès des manifestations des Régiments immortels (*Bessmertnyj polk*). À partir de 2014, des défilés organisés le 9 mai ont rassemblé des millions de personnes dans les rues des grandes villes russes et étrangères. Née de l'initiative d'un groupe de journalistes de Tomsk en 2011, cette manifestation visait à faire de la fête de la Victoire du 9 mai un moment plus civique et moins officiel, traditionnellement marqué par les cortèges d'anciens combattants et le grand défilé militaire de la place Rouge retransmis en direct à la télévision. Cette initiative visait initialement à « ranimer la mémoire de la Grande guerre patriotique auprès des jeunes générations » et à la « faire renaître » en associant l'histoire individuelle et familiale (la mémoire d'un ancêtre dont on imprime la photographie d'archives sur une pancarte avec laquelle on défile dans la rue le jour du 9 mai) et la « grande histoire ». L'un des principaux initiateurs du mouvement, président du Conseil des Régiments immortels, analyse ainsi le résultat de ce succès : les Régiments immortels ont permis l'expression moins contrainte et moins solennelle, elles ont en quelque sorte démocratisé le patriotisme populaire en inversant la perspective de l'événement du 9 mai : « Ce n'est plus la population qui assiste au spectacle du défilé militaire (des vainqueurs), mais c'est elle qui prend en main sa mémoire. » Il se montre toutefois réticent à l'égard d'une interprétation politique qui ferait de cette manifestation l'expression d'un « prétorianisme civique », qui ferait des manifestants les « défenseurs de l'État » et de ses dirigeants²⁹. Pour lui, les Régiments immortels témoignent de l'ancrage d'un patriotisme populaire aussi consensuel que dépolitisé.

Force est de constater que cette mobilisation de masse, coïncidant avec le moment *Krym nach*, constitue une aubaine pour un pouvoir dont la rhétorique officielle s'appuie, dans la continuité de l'histoire soviétique d'après-1945, sur le socle mémoriel de la « grande victoire de 1945 ». L'incontestable succès de ces défilés (qui ont rassemblé dans la rue plusieurs millions de Russes et ex-Soviétiques à travers le monde en 2017), semble témoigner de ce que la rhétorique prétorienne du pouvoir bénéficie d'un large écho et d'une bonne réception auprès de la population. Néanmoins, avec la disparition progressive des vétérans et la distance croissante entre les jeunes générations de Russes et la « mémoire vive » de cette guerre, le pouvoir sera inévitablement

29. Entretien de l'auteur, Moscou, mars 2017.

contraint de renouveler les références mémorielles de son répertoire, un discours officiel qui « sait admirablement évoquer le passé mais ne parle pas du tout la langue de la jeunesse³⁰ »...

30. Un entretien de l'auteur à Moscou, avril 2017.

Conclusion

À rebours de la thèse libérale d'un inexorable « dépérissement du poutinisme », plusieurs facteurs témoignent en faveur de sa relance. La séquence du *Krym nach* a permis de mesurer que le patriotisme russe constituait un réservoir de ressources symboliques et mémorielles qui permettait de renouveler et de relégitimer le poutinisme. Par conséquent, le prétorianisme russe pourrait amorcer, au cours du très probable quatrième mandat présidentiel de Vladimir Poutine (2018-2024), une évolution favorable. Loin de constituer un frein au développement économique, il peut en être vu comme un moteur essentiel. La centralisation objective des ressources économiques et financières de la Russie fait dépendre le développement économique des modalités de l'insertion du pays dans la globalisation d'un nombre réduit de grands secteurs stratégiques liés à l'État. Ainsi, la *korpokratura*, qui résulte d'une stratégie économique fondée sur la prise en compte d'une réalité en vertu de laquelle la Russie est et restera dépendante de quelques grands groupes et secteurs (énergie, matières premières, armement), peut être vue comme une configuration stratégique rationnelle et efficace. Il semble donc légitime d'attendre la sortie probable de Vladimir Poutine de la scène politique russe en 2024 – il aura 72 ans – pour envisager les possibilités d'évolutions du système politique russe. Faute d'une figure aussi charismatique et dominante que Vladimir Poutine, le poutinisme cessera d'exister. Pour l'heure, aucune opposition politique n'est parvenue à se structurer pour construire une alternance politique.

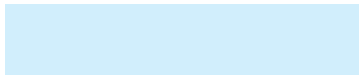
Néanmoins, si le « dépérissement du poutinisme » ne semble guère d'actualité avant 2024, il convient d'en souligner la fragilité. Ce système repose certes sur une communication politique maîtrisée et efficace, mais l'exacerbation de sa dimension prétorienne signale que sa dynamique repose sur la persistance d'un seuil minimal de tension avec l'« ennemi » occidental. La résistance à l'impérialisme de Washington est une trame rhétorique qui entretient la popularité du prétorianisme et, ce faisant, la légitimité du régime et de l'actuel président. Il convient enfin de ne surtout pas négliger deux dimensions majeures de la fragilité du poutinisme, qui pourraient s'avérer décisives dans la période de transition post-Poutine qui s'ouvrira dans les années à venir. Tout d'abord, on observe l'évidente usure des rouages du pouvoir : en témoigne le profond renouvellement des élites opéré depuis 2016 au sein du gouvernement, de l'administration fédérale et

du contingent des gouverneurs (chefs d'administration des régions et républiques). Enfin, force est de constater que l'édifice poutinien de la démocratie sans alternance, à parti dominant et dirigée « verticalement » par les administrations (présidentielle, régionales, municipales...) s'érode. L'émergence d'une opposition politique en mesure d'accéder au pouvoir par les urnes paraît certes très improbable. Toutefois, le système politique russe ne repose pas sur l'adhésion d'une forte majorité des citoyens – comme pourraient le laisser croire les résultats des élections présidentielles et législatives – mais sur l'allégeance par défaut d'une majorité relative au pouvoir en place, tandis que la majorité absolue est largement dépolitisée et indifférente aux questions politiques.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- [S. Fainberg, « Spetznaz, contractuels, volontaires : qui sont les "hommes de guerre" russes en Syrie ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 105, décembre 2017.
- [C. Pajon, « Japon-Russie : les limites d'un rapprochement stratégique »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 104, octobre 2017.
- [M. Souslov, « Le "Monde russe" : la politique de la Russie envers sa diaspora »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 103, juillet 2017.
- [A. Marin, « Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 102, juin 2017.
- [I. Facon, « Défense ukrainienne : une réforme difficile face à des défis multiples »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 101, mai 2017.
- [B. Lo, « Russie-Chine-Inde : un vieux triangle dans un nouvel ordre mondial ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 100, avril 2017.
- [M. Laruelle, « Le kadyrovisme : un rigorisme islamique au service du système Poutine ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 99, mars 2017.
- [E. Karine, « L'Asie centrale à l'épreuve de l'islam radical »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 98, Ifri, janvier 2017.
- [P. Baev, « La Russie et l'Europe centrale et orientale : entre confrontations et connivences »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 97, Ifri, novembre 2016.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org



ifri

institut français
des relations
internationales